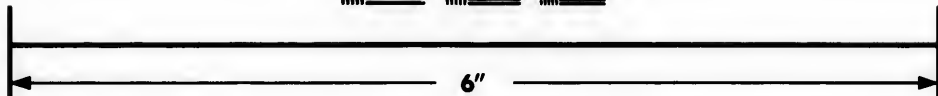
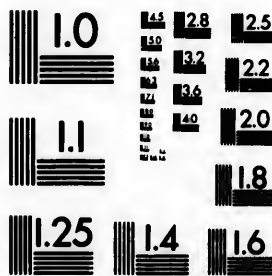


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 W 157 MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1983

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Coloured covers/
Couverture de couleur | <input type="checkbox"/> Coloured pages/
Pages de couleur |
| <input type="checkbox"/> Covers damaged/
Couverture endommagée | <input type="checkbox"/> Pages damaged/
Pages endommagées |
| <input type="checkbox"/> Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée | <input type="checkbox"/> Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées |
| <input type="checkbox"/> Cover title missing/
Le titre de couverture manque | <input checked="" type="checkbox"/> Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées |
| <input type="checkbox"/> Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur | <input type="checkbox"/> Pages detached/
Pages détachées |
| <input type="checkbox"/> Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire) | <input checked="" type="checkbox"/> Showthrough/
Transparence |
| <input type="checkbox"/> Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur | <input type="checkbox"/> Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression |
| <input type="checkbox"/> Bound with other material/
Relié avec d'autres documents | <input type="checkbox"/> Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire |
| <input type="checkbox"/> Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distortion le long de la marge intérieure | <input type="checkbox"/> Only edition available/
Seule édition disponible |
| <input type="checkbox"/> Blank leaves added during restoration may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées. | <input type="checkbox"/> Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible. |
| <input type="checkbox"/> Additional comments:
Commentaires supplémentaires: | |

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

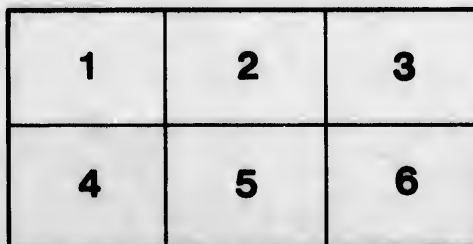
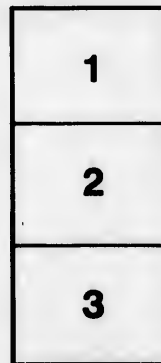
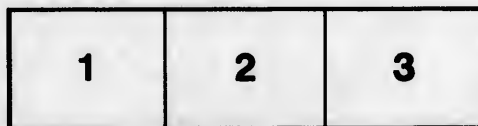
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ∇ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ∇ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

é
étails
es du
modifier
r une
filmage

es

errata
l to
t
e pelure,
on à

32X

LETTRE
AU COMTE
DE BUTE,

*A l'occasion de la retraite de
M. PITT, & sur ce qui peut
en résulter par rapport à la
Paix.*

Traduit de l'Anglois sur la troisiéme Edition.



A LONDRES.

M. DCC. LXI.

no



J



J
gi
qu

*
d'A
les

par Genet



L E T T R E

A U C O M T E

*** D E B U T E .**



M I L O R D ,

J E suis persuadé que vous n'imaginerez pas, non plus que le Public, que cet Ecrit ait été fait dans la

* Le Comte de *Bute* est Secrétaire d'Etat du Roi d'Angleterre, ayant le Département du Nord pour les affaires Etrangères.

A ij

vûe de ranimer les disputes politiques, qui depuis l'avènement de Sa Majesté, avoient été renfermées dans le secret du cabinet, & n'avoient point divisé la Nation. Lorsque nos Anglois sont dans la persuasion, d'après leur opinion ou leur expérience, qu'ils ont des Ministres intégres & capables, ils sont plus dociles & plus unis de sentimens qu'aucun autre peuple de l'Europe.

Mais, Milord, voici un événement qui, s'il n'est point expliqué à la satisfaction générale, nous menace de déranger cette harmonie qui faisoit le bonheur & la gloire de notre Isle. C'est le zèle dont je suis animé pour le maintien d'une si belle union, qui m'engage à vous adresser cet Ecrit, dans

lequel , sous les auspices d'un nom aussi agréable au Public , & aussi respectable que le vôtre , je ferai enforte de prouver :

1°. *Qu'une paix solide , honorable & avantageuse , dans les circonstances actuelles de la Grande-Bretagne , ses peuples étant aussi épuisés qu'ils le sont & ses dettes aussi multipliées , est préférable aux succès les plus éclatans de la guerre.*

2°. *Qu'une paix pareille fourniroit à la Grande - Bretagne une occasion de s'excuser à l'avenir , en augmentant encore son crédit & sa réputation , de contracter avec quelque Puissance que ce soit sur le continent , des liaisons aussi ruineuses par la profusion du sang de ses sujets & de ses trésors .*

que le sont celles dans lesquelles elle est actuellement engagée.

3°. *Que la retraite de M. Pitt ne peut nullement empêcher l'exécution de ce système pacifique.*

4°. *Que ce même Ministre & ses amis, dont le Patriotisme & l'attachement désintéressé pour leur pays ne peuvent être revoués en doute, doivent & voudront, pour soutenir ce caractère, coopérer à cet ouvrage si utile, soit qu'ils soient en place ou hors de place ; attendu qu'on ne sauroit les soupçonner de vouloir traverser les opérations de Sa Majesté, même en supposant que ces opérations n'eussent point été conseillées par eux.*

JE ne puis point entrer dans la discussion de la première de ces pro-

positions, sans vous observer, que nonobstant tous nos succès importants, ni Sa Majesté, ni son auguste Ayeul, n'ont jamais dit que ce fût leur intention de *dicter* & non de *negocier* la paix.

L'indication d'un Congrès à *Ausbourg*, la nomination des Plénipotentiaires, la correspondance des Ministres entr'eux, sont autant de faits qui prouvent l'existence d'une négociation; & toutes les fois qu'il arrive qu'une négociation précède un Traité, il y a toujours lieu de présumer que de part & d'autre on est disposé à se relâcher sur quelques prétentions, tant du côté où est la prépondérance, que de celui qui est sur son déclin, ou qui même est déjà renversé.

Edouard III, Milord, aux portes

de Paris avec une armée victorieuse, fit cependant de grands sacrifices par le Traité de *Bretigny*; & *Henri V.* ne dédaigna pas de conclure celui de *Troyes*, quoiqu'il fût récllement en possession des trois quarts de la France.

Après avoir établi ces principes, il est nécessaire pour fixer les conditions d'une paix juste & honorable, que nous examinions quelles sont les cessions que la Grande-Bretagne doit faire si le Congrès d'*Ausbourg* a lieu; car je ne veux point mortifier nos Patriotes présumptueux, en supposant qu'il reste à la France quelque autre chose à nous donner, que son consentement à ce qui aura été arrêté dans le Congrès, & des preuves de sa bonne-foi dans l'exécution du Traité.

Cependant je ne puis m'empêcher de croire que ce consentement même doit être acheté par quelque cession de la part de la Grande-Bretagne. Voyons à présent quelles doivent être ces cessions.

Je ne crains point de dire, Milord, que par la situation, les intérêts, & même le génie de la nation Angloise, il est démontré qu'elle ne doit point ambitionner d'autres acquisitions que celle du commerce. Lorsque nous avons commencé la guerre présente, ce n'a point été dans la vûe d'augmenter ce commerce, mais de le protéger. Aujourd'hui qu'il nous en a coûté tant de sang & de trésors pour pousser cette guerre, je ne trouve point qu'il soit déraisonnable de prétendre à un accroissement de ce com-

merce, indépendamment de sa sûreté & de sa protection. Les François ont fait des empiétemens sur les derrières de nos Colonies; ils ont élevé une chaîne de Forts par lesquels ils nous menaçoient, ou de nous expulser de toutes nos possessions sur le Continent de l'Amérique Septentrionale, ou de nous les rendre tout-à-fait inutiles. Il s'agit donc de favoir, les choses étant en cet état, quelles sont les conditions de paix, sur lesquelles la Couronne & le Ministère Britanniques doivent insister.

Je suis persuadé qu'il n'y a pas en Europe un homme de bon sens qui ne croye que, lorsque la guerre a commencé, la sûreté de nos établissemens en Amérique doit tout ce que nous attendions, tout ce

que nous demandions ; ainsi je pense que si les François nous eussent offert *alors* cette satisfaction, ils auroient pu, dès ce tems-là, se procurer la paix à des conditions dont je ne doute point qu'ils ne fussent très-contens aujourd'hui : leur obstination a été aussi déplacée qu'indomptable, & cela ne doit point nous surprendre dans un peuple pour qui la mesure du droit est celle du pouvoir. Ils avoient une Marine florissante sur les mers de l'Europe, & un vaste empire dans le Continent de l'Amérique, dont ils étoient persuadés que la Nature & l'Art écarteroient nos armes. Quelques événemens, au commencement de la guerre, plus défavantageux pour nous par l'opinion que nous en avions que par le fait, les

confirmèrent dans leur opiniâtreté & nous jettèrent dans un découragement, ou plutôt dans une maladie de langueur, qui fut cause que l'on appella M. *Pitt* au Ministère.

Il n'y a peut-être jamais eu de Ministre, qui en prenant les rênes du Gouvernement, se soit trouvé dans des circonstances aussi avantageuses que celles où étoit M. *Pitt*. Ses liaisons personnelles, & celles de sa famille; la bonne opinion que son Souverain avoit de lui; le tribut d'hommages que les peuples rendoient à ses vertus & à sa capacité, ne lui laissoient rien à désirer : tous les Départemens furent remplis de gens qu'il avoit nommés lui-même, & tous les projets présentés par lui étoient adoptés sans examen.

Mais je ne veux point m'écarter du premier chef que j'ai entrepris de traiter : sans le perdre de vûe cependant , je pourrois faire observer que la haute estime du Peuple pour ce Ministre , s'accrut beaucoup par la défaite de notre Escadre dans la Méditerranée , par la résolution aussi ridicule qu'inexplicable qui fut prise quelque tems après , d'appeller en Angleterre les Hessois & les Hanovriens pour nous défendre , & par plusieurs autres évenemens de la même espece qui lui furent également favorables. Il n'est point douteux que ses premières opérations n'aient été plus vigoureuses & par conséquent plus du goût de son Maître , qu'aucune de celles qui avoient été proposées auparavant ; mais je ne saurois con-

venir qu'elles aient toutes été d'une égale utilité. La première expédition qui fut projetée, je parle de la conquête de *Rochefort*, si elle n'eût point eu une mauvaise issue, auroit sûrement été d'un avantage très-considérable & très-solide en même tems pour notre Nation. Mais, quoi qu'elle ait échoué, les ennemis de M *Pitt*, s'il en avoit, furent beaucoup plus indulgens pour lui, que ses amis ne l'avoient été pour l'ancien Ministère dans l'affaire de *Byng* & dans celle de *Minorque*. Il n'y eut ni Ecrivains ni Déclamateurs employés à faire retomber sur lui le blâme du mauvais succès de cette expédition, quoi qu'il vint peut-être, (autant qu'il est possible de le dire de toutes les expéditions manquées dont notre Histoire

fait mention) de mesures très-mal prises & d'ordres tout à fait contraires au bon sens. Quant aux deux descentes en France , projet que ses amis assurent lui appartenir , & par lequel il a voulu convaincre les François qu'il étoit possible de les attaquer avec succès dans leur propre pays ; je ne vois point du tout quels sont les bons effets qui en ont résulté pour notre Nation. Je croirois plutôt que ces descentes ont servi à prouver que les François sont invulnérables chez eux , car je ne puis m'empêcher de trouver une grande différence entre une *simple égratignure* & une *blessure dangereuse*. Peut-être que si l'on considéroit les sommes immenses que ces deux expéditions nous ont coûté , & aussi le sang qu'elles nous ont fait verser , pour

ne pas parler de la honte qu'elles ont attirée sur nos armes , le défenseur le plus intrépide de ce Ministre seroit embarrassé pour faire voir que ces expéditions ont produit quelque autre avantage , que la brillante parade du transport du canon de Cherbourg à la tour de Londres , & la preuve , dont on n'avoit pas besoin , qu'il étoit possible de mettre des troupes à terre sur la côte de France. S'il m'étoit permis de hasarder une conjecture , je pourrois faire voir qu'au lieu de nous rapporter quelque profit , ces descentes nous ont été très-préjudiciables , en ce qu'elles ont appris aux François la méthode que nous suivons pour les exécuter , & les moyens de les faire échouer , s'il nous arrive jamais d'en entreprendre de nouvelles.

On

On dira fans doute que le plan de la conquête du Canada ne peut pas être contesté à *M. Pitt*; j'en conviendrai sans difficulté, j'ajouterai même qu'il en a rejailli sur lui beaucoup de gloire. Mais je défie l'adorateur le plus idolâtre de ce Ministre de nier que si la Providence, car je ne ferai point intervenir ici le hazard, n'eût point concouru avec le courage incroyable de nos troupes & de notre Général, cette entreprise téméraire auroit eu les suites les plus terribles pour nous, & auroit été regardée ici comme le projet le plus extravagant que l'on se soit jamais avisé d'entreprendre: quiconque voudra seulement jeter les yeux sur la dernière Lettre que le brave Général *Wolfe* a écrite à ce sujet, & la comparer avec les opérations qui se fi-

rent après, & qui réussirent par miracle, ne pourra s'empêcher d'être du même sentiment que moi. Cependant je reconnois que la conquête du Canada est une acquisition aussi importante que glorieuse pour la Grande-Bretagne.

Je ne discuterai point ici, quoique je pûsse bien le faire avec toute l'assurance possible de ne rien hasarder, si la réduction de *Louisbourg* est un projet de *M. Pitt* ou non. Quoi qu'il en soit, il est certain que cette conquête n'est exactement qu'un avantage négatif, qui ne peut être compté parmi les acquisitions de la Grande-Bretagne. J'ajouterai encore qu'elle a été non seulement projetée, mais même exécutée sous un autre Ministère, dans les mesures & dans les opéra-

tions duquel je ne soupçonne point
M. Pitt, ni ses amis, de prétendre
 jamais avoir eu la moindre part.
 Vous voyez, Milord, que je ne dis
 rien ici sur l'utilité très-douteuse de
 la démolition des fortifications de
Louisbourg, ordonnée par *M. Pitt*,
 quoiqu'il soit aisé de faire voir que
 la guerre dans ce pays-là, étant de-
 venue à notre désavantage une
 guerre de courses de mer, il seroit
 très à souhaiter pour l'intérêt de la
 Grande-Bretagne, que les fortifica-
 tions de cette place subsistâssent en-
 core.

Je ne ferai point difficulté d'a-
 vouer que l'honneur entier de la
 conquête de *Gorée* & du *Senégal*
 appartient à *M. Pitt*, & qu'il a fait
 voir une grande sagacité en s'appro-
 priant les projets que lui avoient

présenté pour la réduction de ces places, des personnes bien instruites de leurs forces & de leur situation. Mais, Milord, je serois fort curieux de savoir, si jusqu'à présent, la Grande-Bretagne s'est apperçue que ces acquisitions soient aussi avantageuses à nos intérêts & à notre commerce, qu'on a voulu nous le persuader d'abord: si au contraire, il n'est pas généralement reconnu que ces nouvelles possessions sont le tombeau des Anglois; & enfin, si elles peuvent compenser par leur utilité, les pertes immenses qu'elles nous font faire dans notre population.

La conquête de *Belle-Isle*, Milord, est encore une autre fleur dont M. *Pitt* a orné le front victorieux de sa Nation: j'appelle cette conquête une fleur, parce que je ne crois pas

qu'il y ait quelqu'un en Angleterre, ou au dehors, qui puisse imaginer qu'elle sera durable, ou qui ne convienne, s'il la suppose telle, qu'elle nous coûtera cinquante fois plus qu'elle ne vaut. Je ne veux point nier que l'on n'ait très-bien fait d'acquérir cette Isle, car elle sera toujours d'une très-grande conséquence pour la France, & elle peut former un objet de compensation dans la négociation future; je conviens encore de la grande considération que cette conquête nous a donnée aux yeux de tout le reste de l'Europe.

Quant à nos acquisitions dans l'Inde, Milord, je ne conviendrai jamais qu'elles soient le fruit des conseils de M. *Pitt*; je fais bien que les troupes & la marine du Roi y

ont été employées, mais le projet avoit été formé & entrepris long-tems avant que M. Pitt entrât dans le Ministère. Au surplus, en examinant les constitutions actuelles de notre Compagnie des Indes, on voit qu'il est très-difficile de décider si c'est la Nation ou le particulier, qui doit retirer le plus d'avantages de ces conquêtes.

Je vous prie de croire, Milord, que ce n'est par aucune mauvaise volonté contre M. Pitt, que je me suis livré à toutes ces réflexions: *Amicus Plato, sed magis amica veritas.* J'aime M. Pitt de tout mon cœur, mais ma Patrie m'est encore plus chère que lui; & je vois avec un vrai déplaisir un si grand nombre de mes Compatriotes infatués de ce Ministre, au point d'imaginer

que sa retraite sera l'époque de la
décadence de la Grande-Bretagne.
Leur zèle pour lui , soit dit en
passant , ne présente pas une idée
fort avantageuse des lumières de
notre Roi ou de son auguste Ayeul ,
non plus que des constitutions de
notre pays ; car ils ne peuvent lui
attribuer tous nos succès & toute
notre gloire sans supposer ce qui
est absolument incompatible avec le
Gouvernement Britannique , qu'il
puisse y avoir un premier Ministre
qui gouverne seul , & qui soit par-
faitement indépendant. Vous savez
sûrement mieux que moi , Milord ,
qu'il ne peut pas y avoir de Dicta-
teur dans un Conseil Britannique ,
& que tout projet porté à ce Con-
seil ne peut être mis à exécution ,
qu'il n'ait été approuvé par le plus

grand nombre des Membres qui y assistent , ou par le Souverain , ou même avec l'agrément unanime du Souverain & de la plus grande partie du Conseil.

Permettez-moi d'ajouter, Milord, qu'il n'arrive que trop fréquemment dans notre pays, que dans la chaleur de l'enthousiasme où nous transportent nos conquêtes, & pendant que les acclamations de triomphe retentissent encore dans nos oreilles, les Ministres, ainsi que le Peuple, perdent tout-à-fait de vûe les intérêts Nationaux, & donnent dans les écarts les plus surprenans. Je crois même que c'est assez ordinairement ce qui distingue toute conquête, qui coûte plus qu'elle ne rapporte, & dont l'importance ne répond pas à la dépense de son en-

retien. Je ne prétends pas assurer ici positivement que ce soit sous ce point de vûe qu'il faille envisager les conquêtes que la Grande-Bretagne a faites dans la guerre présente ; mais en tout cas , je soutiens (pour ne pas m'écarter de ma première proposition) qu'il nous est très-possible de faire une paix sûre & honorable sans retenir de pareilles conquêtes. J'ai évité à dessein jusques à présent de parler de notre acquisition de la Guadeloupe , parce que la voix publique ou plutôt une partie du Public , semble la mettre à côté de celle du Canada.

Il est bien sûr qu'elle a été conquise pendant le ministère de M. Pitt : mais qu'elle l'ait été en conséquence de son plan , c'est ce qui est plus que douteux. Si le premier

projet lui a appartenu , il en a confié l'exécution à l'Officier qui en étoit peut-être le moins capable de tous ceux qui sont au service de S. M. L'issue de l'entreprise répondit au mérite du Général. Elle fut malheureuse , & les causes qui la firent manquer ont toujours échappé à la pénétration du Public. Elle fut donc reprise : mais je ne crois pas que les amis de M. *Pitt* osent soutenir que ç'a été par son avis ou par sa direction , & tout le monde fait que nous devons la possession de la Guadeloupe à cette témérité , que l'on appelle *folie* , quand elle n'est point suivie du succès , & qui est qualifiée d'*héroïsme* quand elle est heureuse. Je suis bien éloigné de vouloir déprimer le mérite du Général , des Offi-

ciers & des Troupes qui ont fait cette conquête. Les plus grands noms de l'histoire ont dû souvent tout leur éclat à une heureuse témérité ; & si l'expédition n'avoit pas été reprise, nous n'aurions fait que préparer aux ennemis de la Grande-Bretagne un sujet de triomphe bien mortifiant & bien humiliant pour nous.

Ce coup-d'œil porté sur les victoires & les conquêtes de M. *Pitt*, n'est point une témérité de ma part ; en effet, que ses conquêtes soient importantes ou non, on ne peut disconvenir que la voix publique ne lui ait fait une injustice en les lui attribuant à lui seul. Mais en montrant même à ses admirateurs assez de complaisance pour convenir avec eux qu'il a dirigé seul toutes

les entreprises, il ne nous fera pas possible d'ajouter à tous les sujets d'éloge qu'ils prétendent trouver dans sa conduite, le mérite d'avoir été économe de l'argent de l'Etat; ce n'est point que je l'accuse de l'avoir dissipé, mais j'ose avancer que la Grande-Bretagne n'a jamais eu & n'aura, je l'espère, jamais d'administration plus coûteuse que la sienne, & que tout le fruit que nous pourrions retirer de nos conquêtes, n'est pas capable de nous indemniser de la sixième partie de l'intérêt annuel de l'argent qu'elle nous coute.

Je fais, Milord, que c'est l'allégation ordinaire de nos Politiques subalternes, que tout cet argent se dépense chez nous. Je veux bien croire que cela est ainsi, & ne faire même aucune attention au capital;

encore fait-il que l'intérêt annuel soit payé; & il ne peut l'être sans une multiplication annuelle des impôts. Je crois que la conséquence de ceci, c'est-à-dire, ce qui en doit résulter à la fin, est un objet qui mérite la plus sérieuse attention de notre part.

Lorsque M. *Pitt* arriva au timon des affaires, on nous signifia dans une belle harangue, émanée du Trône, que plus nos préparatifs pour la guerre seroient vigoureux & plus elle seroit poussée avec vivacité, plus aussi nous serions sûrs d'arriver bientôt à sa fin: ce qui vouloit dire, plus vous donnerez d'argent cette année-ci, moins vous en donnerez l'année prochaine. Nous reçûmes cette doctrine avec plaisir. L'argent fut levé sans mur-

murer. L'on poursuit la guerre avec vigueur, mais l'on n'en approche pas davantage de son terme; il sembloit au contraire s'éloigner. L'année suivante, on demanda le double de la même somme, on répéta au Public le même langage, on lui fit entendre à peu près le sens de ce proverbe familier, qu'il ne faut pas laisser noyer un bœuf pour sauver un œuf. La nouvelle somme demandée se lève donc encore sans murmure. Oh ! pour le coup, cet argent produira l'effet que l'on en désire. La France, avant la fin de la campagne, sera réduite aux abois, & alors cesseront ces levées d'argent immenses. Point du tout. Les séances suivantes & celles d'après débutent encore par les mêmes assurances; par l'exposition des mêmes

besoins ; & si la guerre continue ; je ne serai point du tout surpris de voir les séances publiques s'ouvrir de la même manière.

Les impôts , Milord , ont des bornes , ainsi que tous les autres objets de la Politique ; & ces bornes sont posées dans la juste proportion qu'il doit y avoir entre les besoins de l'Etat & les facultés du peuple. Des besoins étrangers aux intérêts d'une Nation , des besoins que l'on fait naître pour donner un air d'importance à l'amulette de la popularité , pour flatter & entretenir dans les peuples une passion qui leur est chère , quoique absolument inutile & peut-être fatale au bien public , doivent nécessiter à la fin des impositions qui excèdent les moyens qu'ils ont d'y satisfaire.

C'est ce qui a toujours été ; Mi-
lord , & ce qui fera toujours suivi
d'une de ces deux conséquences ;
savoir , ou que la Couronne se ren-
dra absolue , ou qu'elle tombera
dans le mépris. Dans un pays com-
me le nôtre , où il n'y point d'autre
foi publique que celle du Parlement,
c'est la dernière de ces conséquen-
ces qui me paroît le plus à crain-
dre. Le Manufacturier , le Labou-
reur , l'Homme de mer , sont obli-
gés de travailler pour l'intérêt du
crédit public , & il n'en restera pas
un nombre suffisant pour soutenir
la dignité & l'autorité du Gouver-
nement ou pour satisfaire à l'avenir
aux besoins réels & indispensables
de l'Etat. Supposons , par exemple ,
que la guerre présente doive durer
encore deux ans sur le pied des
fraix

fraix actuels qu'elle nous occasionne ; c'est-à-dire que la dette nationale s'accroisse de huit millions sterling par année ; j'ajoute l'immense intérêt annuel que nous payons déjà , & je demande à tout homme sensé , si la Grande - Bretagne , avec un commerce aussi étendu que le sien , avec des armemens aussi considérables sur terre & sur mer , sera en état de payer des intérêts aussi prodigieux , & de lever en même tems l'argent nécessaire pour les besoins indispensables du Gouvernement ?

Vous pouvez remarquer , Milord , que je ne mets point en question l'article de la somme capitale ; car je ne doute nullement que deux années de tems ne soient suffisantes pour la lever. Mais , Milord , je suis assez original pour regarder cette

facilité avec laquelle se font nos emprunts, comme le symptôme le plus fâcheux des maux intérieurs de la Gr. Bretag., puisqu'il fait voir clairement le profit exorbitant que les Créanciers du Public doivent retirer, profit qui ne peut provenir que du travail du Cultivateur, du Marchand, de l'Homme de mer & du Manufacturier. Je m'attends à une objection que je fais avoir déjà été faite; on me demandera pourquoi l'intérêt des emprunts ne supporte pas sa part d'impôts? Ma réponse est simple. Une taxation pareille seroit injuste par sa nature, & destructive du crédit public. Ceux qui ont leur argent dans nos fonds, payent concurremment avec ceux qui n'y ont rien, leur part des impôts sur toutes les choses de nécessité, de con-

venance ou de luxe ; & si le Parlement vouloit rompre le marché qu'il a fait avec les Créanciers du Public , il s'écarteroit de sa bonne foi , seule considération qui jusqu'ici ait soutenu le crédit national.

Je crois donc pouvoir conclure que ce même crédit sera nécessairement excédé dès que nos dettes seront accrues au point que le Gouvernement ne puisse pas en lever l'intérêt dans une année ; & je demande si du train dont nous allons depuis quelque tems , nous n'arriverons pas bientôt à ce terme fatal ? Le Bourgeois de Londres , enivré de ses richesses & de sa haine pour la France , me répond que nous ne manquerons pas d'argent pour soutenir la guerre : eh ! tant pis pour nous , lui dirai-je ; je fais bien que le peuple peut

aider le Gouvernement ; mais ce qui me paroît difficile, c'est que le Gouvernement puisse payer le peuple. Il est impossible à notre Nation, malgré toutes ses richesses & toute sa grandeur, de lever en tems de paix huit millions chaque année. Je fais que l'œconomie & la frugalité peuvent opérer de grandes choses. Cependant, Milord, vous ne croyez sûrement pas qu'elles puissent faire l'impossible, & je mets au rang des impossibilités toute réduction des intérêts qui sont dûs aux Créanciers du Public.

Je fais que l'on a déjà fait de ces réductions, mais examinons de quelle manière. Ce n'a point été en rendant la foi du Parlement meurtrière d'elle-même; l'Etat n'a point dit à ses Créanciers, » vous

»accepterez tel ou tel intérêt, soit
»qu'il vous convienne ou non»; mais
les créanciers de l'Etat ont eu à leur
option, suivant l'usage simple &
honnête de la vie commune, ou
d'accepter l'intérêt que l'on vou-
loit leur payer, ou de retirer leur
principal. Je conçois, Milord, qu'un
Gouvernement qui ne devoit que
soixante millions sterling, pourroit
proposer un pareil choix sans ris-
quer d'être pris au mot; & si on
le sommoit de sa parole, sans être
trop embarrassé pour la tenir.
Mais dites-moi, je vous prie, Mi-
lord, quel est le Ministre qui osera
tenir ce langage, » souffrez telle
» réduction d'intérêt, ou retirez
» vos fonds, « lorsque la dette pu-
blique passera cent vingt millions
sterling, & lorsqu'il faudra ou que le

Créancier retire son capital , ou qu'il accepte une somme annuelle inférieure à l'intérêt légitime de l'argent en Angleterre ? Ce raisonnement me paroît d'une clarté si frappante , que je ne le pousserai pas plus loin.

Mais je fais une réflexion qui m'affecte. Des gens remplis d'un véritable amour de l'Etat , me blâmeront peut-être de révéler des choses de cette importance dans *Gath* , & de les publier dans *Ascalon*. Hélas ! Milord , ce sont des vérités qui ne sont déjà que trop connues des Philistins , & même des filles des Philistins ; elles sont pour eux un sujet de joie & de triomphe. Il semble qu'il n'y ait que de nous qu'elles soient ignorées , & c'est par cette raison qu'il

devient d'autant plus important de les rendre publiques. L'unique ressource de la France consiste aujourd'hui dans l'espérance que nous continuerons la guerre jusqu'à ce que notre crédit public soit abîmé, Elle se flatte que nous serons forcés alors de faire sans compensation & sans honneur, ce qu'il nous seroit possible d'effectuer aujourd'hui avec avantage & avec gloire.

Que l'on n'imagine point que je veuille insinuer qu'il faut abandonner tout ce que la guerre nous a produit plutôt que de la continuer : non, rien n'est plus éloigné de ma pensée ; rien ne doit même répugner davantage à tout homme qui fait apprécier les avantages & l'honneur de son pays. Mais, Milord, je suis trop ennemi de la contrainte,

pour ne pas m'expliquer avec liberté; apprenez donc ce que je pense, c'est que nous en avons assez fait pour nos intérêts, & peut-être trop pour notre gloire. Sa Majesté étoit persuadée, sans doute; suivant ce que j'ai avancé dans ma première proposition, qu'une paix solide, honorable & avantageuse, étoit préférable aux succès les plus brillans de la guerre, lorsqu'au milieu de tant de succès elle a nommé ses Plénipotentiaires pour le Congrès d'Ausbourg. Si ce Congrès se tenoit actuellement (& j'avoue que je suis fâché qu'il ne se tienne pas), rien ne nous forceroit d'adhérer à des demandes déraisonnables. Si la France nous disoit: Vous nous rendrez Quebec, la Guadeloupe, Senegal, &c. & que nous dussions répon-

dre que non, qu'en arriveroit-il ? la guerre continueroit, sans doute : mais, de notre part, ce seroit une guerre défensive, une guerre de justice ; nous laisserions la France s'épuiser dans une guerre offensive, & nous verrions si elle soutiendrait longtems ce ton impératif. Mais je ne puis m'empêcher de croire que les Ministres François ont trop de raison pour tenir un langage pareil, & je suis persuadé que bien loin de parler avec tant de hauteur, ils ne demandent pas mieux que de nous allouer des avantages raisonnables pour des succès qui nous ont coûté tant de sang & de trésors.

Ici notre première question se représente naturellement : en quoi doit consister une paix solide, honorable & avantageuse ? Je crois, Mi-

lord, qu'il n'est pas possible de la résoudre sans remonter au principe d'après lequel la guerre a été entreprise & conduite, c'est-à-dire à la sûreté de nos possessions en Amérique. La conquête de Québec & du Canada, objet plutôt accessoire que principal de la guerre actuelle, étoit dit-on, le meilleur moyen d'établir cette sûreté; sicela est ainsi, retenons-les l'un & l'autre. Mais, dira-t-on, la France ne voudra peut-être point faire la paix que nous ne rendions Québec: eh bien! qu'elle fasse la guerre & qu'elle essaye de le reprendre; pour moi comme j'en ferois toute l'impossibilité, je crois les François trop raisonnables pour vouloir ressembler au serpent qui ronge la lime & qui croit se rassasier d'un sang étranger, quand il suce son propre sang, dont

il la teint. Si nous sommes résolus de retenir la possession du Canada malgré tous les efforts de la France, si cette possession nous est nécessaire pour la sûreté de nos Colonies septentrionales, soyons certains que la France le sentira comme nous & que cet objet n'apportera aucun retardement aux négociations de la paix. Peut-être même les noms de Québec & du Canada n'entreront-ils pas dans le traité; rien ne seroit en effet plus inutile, si l'on suppose que les François, quoiqu'en nous cedant expressément ces conquêtes, se réservassent le dessein de les reprendre quand ils en auroient les moyens; ou que loin de nous les céder, ils voulussent conserver le droit qu'ils ont sur ces possessions, comme le font les Espagnols par rapport à la Jamaïque

dont l'importance pour nous est bien aussi grande que celle de Québec, eux avec qui nous vivons en bonne amitié depuis douze ans, & que cette prétention n'a point empêché de faire avec nous plusieurs traités.

Parlons à présent d'une autre conquête importante que nous avons faite sur les François dans l'Amérique, je veux dire de la Guadeloupe: cette acquisition, quoiqu'assurément très-brillante & très-heureuse, doit être regardée comme étrangère à l'objet principal & nécessaire, en vûe duquel la guerre a été commencée; ainsi mon avis sera toujours qu'en rendant cette Isle aux François, nous ne porterons aucune atteinte à la sûreté pour l'intérêt de laquelle nous avons pris les armes.

Mais devons-nous la rendre, dirait-on, après les fraix que sa conquête nous a coûtés? Il me répugneroit autant, Milord, qu'à qui que ce soit en Angleterre, de rendre à la France la plus petite portion de ce que nous avons conquis sur elle, si je ne croyois une cession pareille infiniment préférable à la continuation d'une guerre aussi meurtrière & aussi ruineuse. Mais dans le fait, est-il aussi essentiel pour nous, que d'abord on l'a imaginé, de retenir la Guadeloupe? Les rapports qu'on nous a faits de son produit & de ses richesses, n'excedent-ils point les bornes de la vérité, de la vraisemblance, & qu'il me soit permis de le dire, de la possibilité? Ces bruits n'ont-ils pas pour auteurs une clique de gens intéressés par leur commerce avec

cette Isle, à décourager les habitans des anciennes Isles Angloises, & à faire perdre le crédit aux envois qu'ils font en Angleterre ? Je conviendrait tant que l'on voudra, que plus on apportera de sucre dans la Grande-Bretagne, mieux ce fera pour nous : mais, n'y a-t-il que la Guadeloupe qui puisse produire du sucre ? Si l'on n'a pas abusé indignement de la bonne foi du Public, dans ce qu'on lui a appris du fol des Isles neutres que la France veut bien nous abandonner, & que l'on pourroit à peu de fraix mettre à l'abri de toute invasion de sa part ; ces Isles, si elles étoient bien cultivées, produiroient plus de sucre que la Guadeloupe ou la Martinique, & peut-être plus que toutes les deux ensemble. En disant ceci, je ne prétends point

déprimer l'acquisition de la Guadeloupe : je sais qu'elle est d'une très-grande importance ; mais malgré cela , je crois qu'il est encore plus important & plus essentiel d'en faire la restitution ; surtout si pour compensation nous obtenons , comme cela est très-possible , la paisible possession des Isles neutres que la France est prête à nous céder. Ajoutez à ceci que la Guadeloupe n'est à aucun égard aussi nécessaire que Québec , pour la conservation de nos établissemens en Amérique. Enfin, une paix est toujours solide , honorable & avantageuse , lorsque non-seulement elle satisfait à l'objet pour lequel on a pris les armes , mais qu'elle y ajoute même des sûretés qui ôtent à la partie qui cède , tout moyen d'inquiéter & de troubler l'autre

dans les possessions qui lui sont cédées; & c'est le cas où seront les François, par rapport à nous, dans l'Amérique Septentrionale, puisque du côté du Canada ils ne pourront plus être ni nos rivaux, ni nos ennemis.

Je me suis borné jusqu'ici à traiter ce que l'on peut appeler proprement l'objet principal & primitif de la guerre. Je vais passer à quelques considérations sur les conséquences ou sur les objets secondaires; je range dans cette classe les affaires de l'Angleterre en Allemagne. Nos liaisons avec le Roi de Prusse ont été occasionnées par la France elle-même, lorsqu'elle a voulu se venger sur les pays Electoraux de Sa Majesté en Allemagne, de la guerre que nous lui faisons en Amérique. *M. Pitt*
peut

peut se souvenir en quels termes il avoit coutume des'exprimer lui & ses amis , sur les liaisons de l'Angleterre avec le Continent. Ils sont plus que personne en état de dire pour quoi dans la progression de la guerre ces liaisons sont devenues plus étendues & d'une plus grande conséquence qu'elles n'avoient encore été depuis que la maison Electorale d'Hanovre étoit en possession du Trône de la Grande-Bretagne , & même sous des Ministres , qui pour cette cause s'étoient rendus extrêmement désagréables & odieux à notre Nation. Mais, Milord, je ne veux point ici faire le métier de délateur; je me contentai de toucher légèrement quelques inconséquences de la conduite de M. Pitt. La Grande-Bretagne a montré sans doute autant

de générosité que de sagesse dans l'assistance qu'elle a donnée à Sa Majesté Prussienne , & dans la protection que l'Electorat d'Hanovre a trouvé en elle ; mais il faut avouer aussi que rien ne sauroit empêcher un Ministre Britannique , & qu'il ne feroit rien que de très-convenable aux yeux de son pays & de toute l'Europe , d'entrer en négociation pour la Paix , sans insister sur des indemnités très-amples & très-complètes pour tout ce que le Roi de Prusse & l'Electeur d'Hanovre ont souffert depuis que les feux de la guerre sont allumés. S'il falloit toujours insister sur de pareilles indemnités , on ne parviendroit jamais à pacifier l'Europe. Est-ce que les François n'ont pas fait des pertes aussi-bien que leurs ennemis ?

Les amis de M. Pitt ont dit qu'une paix séparée entre la Grande-Bretagne & la France seroit très-peu utile à Sa Majesté Prussienne, parce qu'il paroïssoit que les deux Impératrices étoient déterminées à ne pas poser les armes, qu'elles n'eussent couronné sa ruine. Je leur répondrai, moi, que le Roi de Prusse, qui sûrement connoît sa situation & entend ses intérêts au moins aussi-bien que nous, est d'un avis bien différent, & qu'il pense que s'il étoit débarrassé des François, il rendroit bon compte de tous ses autres ennemis, quoiqu'il sache bien en quel nombre ils sont. Mais, en supposant que le Roi de Prusse ait réellement peur des Impératrices, est-ce une raison pour la Grande-Bretagne de s'obérer & de s'épuiser, parce qu'il y a dans le

monde deux Princesses qui ont un peu plus d'entêtement que de raison ? Nous avons fait pour le Roi de Prusse tout ce qu'humainement nous pouvions faire , & beaucoup plus qu'on ne doit attendre d'un allié. Je ne plaide point ici la cause de la France. Sa haine naturelle pour la Gr. Br. m'est trop connue. Mais comme en ce qui concerne la guerre d'Allemagne , son intérêt & celui de la Grande-Bretagne , si de part & d'autre ils sont bien entendus , se concilient naturellement ; & que c'est l'unique point sur lequel ils puissent se concilier , c'est assurément une considération dont un Ministre Britannique doit faire ensorte de profiter , & qui si l'on y apporte l'attention convenable , pourroit non-seulement guérir les blessures profondes

que la guerre nous a faites , mais nous élever à un point de grandeur & de sécurité , où nous ne nous sommes point encore vus.

Ce raisonnement, Milord, m'a conduit à ma seconde proposition ; savoir , qu'une paix solide , honorable & avantageuse fourniroit à la Grande-Bretagne une occasion de s'excuser à l'avenir en augmentant encore son crédit & sa réputation , de contracter avec quelque Puissance que ce soit sur le Continent , des liaisons aussi ruineuses , par la profusion du sang de ses Sujets & de ses trésors , que le sont celles dans lesquelles elle est actuellement engagée.

Il n'est guères possible de traiter cet article d'une manière satisfaisante , sans toucher un peu quelques

parties de la conduite de M. Pitt, par rapport aux affaires d'Allemagne. Lorsqu'il prit possession du poste éminent dont il vient de se retirer, il s'annonça pour un Antigermain, si outré dans ses principes, que l'on pouvoit croire (pour peu qu'on fût attaché à la Maison de Hanovre, & que l'on sentît l'importance de l'équilibre du pouvoir sur le continent) qu'il répugnoit à la gloire & aux intérêts de la Grande-Bretagne, de s'abandonner à la conduite d'un Ministre qui pensoit de la sorte. Cependant il avoit à peine, comme on dit, échauffé sa place, que déjà il s'étoit accoutumé à des distinctions, très-utiles de leur nature, entre un secours occasionnel & un secours systématique, entre des mesures momentanées &

des mesures permanentes, & ainsi du reste. Il fit des progrès si rapides dans son nouveau plan de docilité, que personne ne fut surpris, lorsqu'en qualité de Secrétaire d'Etat, il présenta le 18 Janvier 1758, à la Chambre des Communes, un message du feu Roi, portant une demande d'une subvention pour l'armée Hanovrienne, jusqu'à ce que ses dépenses ultérieures indispensables pussent être mises sous les yeux de la Chambre. En conséquence de ce message, on octroya unanimement cent mille livres sterling, à prendre sans délai sur les subsides de l'année précédente, dont il n'avoit point été fait d'emploi, à la charge d'être remplacées avec toute la diligence possible. Peu de tems après ceci, s'exécuta une descente

en France, sous les ordres du Duc de Marlborough, & les François furent obligés d'évacuer l'Electorat d'Hanovre. Ce fut-là le moment où l'ancien systême de notre Ministre contre les liaisons avec le Continent, trouva son dernier terme & s'évanouit tout-à-fait. Il se fit une nouvelle convention entre Sa Majesté Britannique & le Roi de Prusse, qui fut signée à Londres le 11 Avril, par laquelle le Roi de la Grande-Bretagne s'engageoit à payer au Roi de Prusse une somme annuelle de six cens soixante-dix mille livres sterling. Les deux Parties contractantes se promirent de ne point conclure de paix particulière avec leurs ennemis respectifs; sans l'aveu l'une de l'autre, & les sommes levées cette année-là par le Parlement

passèrent onze millions sterling. Nous vîmes sans murmurer ces nouvelles dépenses ; & les secours extraordinaires de troupes que l'on commençoit à envoyer en Allemagne , causerent plus de surprise , qu'ils ne trouvèrent d'opposition. Enfin, le Public attendit l'événement dans la résignation la plus absolue & la plus respectueuse. Pendant ce tems-là, les nouvelles de la réduction de Louisbourg, & quelques autres avantages remportés par nos escadres en Europe & dans le nouveau Monde , firent prendre une nouvelle face à notre Politique. *M. Pitt* & ses amis nous firent entendre qu'ils n'avoient compté persévérer dans leur système contre les liaisons du Continent, que jusqu'au moment où les forces Na-

vales de la Grande-Bretagne auroient mis ses possessions en Amérique à l'abri de toute insulte, & nous auroient délivré de tout sujet de crainte à la mer, soit en Europe, soit en Amérique. D'après cette ouverture, nos liaisons avec le Continent furent multipliées, on envoya coup sur coup avec plus de vivacité que jamais des renforts de troupes Angloises en Allemagne; nos dépenses redoublèrent, la convention entre Sa Majesté Britannique & le Roi de Prusse, fut renouvelée le 17 Janvier 1759, & en même tems une nouvelle convention fut conclue entre Sa Majesté Britannique & le Landgrave de Hesse-Cassel. Par cette convention, dix-neuf mille Hessois furent pris à la paye de la Grande-Bretagne, au lieu de douze

mille qu'elle avoit employés jusques alors; & il fut promis au Landgrave, outre la paye ordinaire des troupes en question, la somme de soixante mille livres sterling, en considération des pertes immenses qu'il souffroit pour l'intérêt de la cause commune. Le 21 Mai suivant, M. le Secrétaire *Pitt* présenta à la Chambre des Communes un message très-capable de l'allarmer, signé de Sa Majesté, & portant la demande d'un nouveau secours pour subvenir aux dépenses extraordinaires de la guerre, qui devoient avoir lieu pour les besoins du service pendant l'année 1759, & pour mettre S. M. en état de prendre tous les moyens nécessaires pour faire avorter les desseins & les entreprises de ses ennemis; & enfin, pour tels autres objets qu'exige-

roient les circonstances. L'effet que produisit ce message, fut un vote de crédit d'un million sterling. Le 30 du même mois, survinrent les bruits d'une invasion, & nos terreurs paniques. *M. Pitt* eut encore l'honneur de présenter à la Chambre des Communes un nouveau message du Roi, où *S. M.* informoit cette Chambre qu'elle pouroit bien faire venir, si elle le vouloit, pour prendre notre défense, une partie de la grande armée qui étoit à notre solde en Allemagne, tandis que la Nation étoit si dépourvûe de troupes réglées, qu'à peine pouvions-nous faire respecter nos Côtes par les contrebandiers; mais que *S. M.*, si elle le jugeoit à propos, feroit rassembler & enrégimenter les milices, ou telle partie de ces milices qu'il seroit nécessaire,

& qu'elle les feroit marcher suivant que l'occasion l'exigeroit.

Tout ce qui a suivi depuis ce tems-là, est trop récent pour le répéter ici. La Providence s'est déclarée très-miraculeusement en notre faveur à la bataille de Minden: car je suis trop partisan de la vérité, pour ne pas convenir qu'avant la bataille il y avoit cinquante contre un à parier pour les François. Les Mémoires justificatifs du *Lord-George Sackville*, prouvent clairement que si l'on fut redevable de la Victoire à quelque chose, ce fut, après le courage des Troupes Angloises, à leur heureuse désobéissance aux ordres du Général. S'il en fût arrivé autrement, quel n'eût pas été ici l'embarras du Ministre, lui qui avoit conseillé & fait hà-

ter même l'envoi d'un corps de troupes, qui assurément étoit trop peu considérable pour faire des conquêtes, mais trop nombreux aussi pour être envoyé à la boucherie. Notre succès à la bataille de Minden, n'empêcha point que le feu Roi & Sa Majesté Prussienne ne reconnussent combien ils avoient d'obligations à la Providence. Ils prirent la résolution sage de ne pas trop s'y abandonner, & ils commencèrent à s'occuper sérieusement des idées de paix. En conséquence, dès le 25 Novembre 1759 les Ministres des Puissances belligérantes à la Haye, reçurent des Ministres de leurs Majestés Britannique & Prussienne, une déclaration qui portoit : Que ces Princes étoient disposés à envoyer des Plénipotentiai-

res dans le lieu qui seroit jugé le plus convenable à la tenue d'un Congrès, pour le rétablissement de la tranquillité publique. Les raisons pour lesquelles cette proposition fut sans effet (vu surtout que nous aurions pu traiter sous la respectable médiation de l'Espagne, & que le Roi de France offroit de faire un traité particulier avec nous sous cette médiation), sont encore un secret pour le public. Le refus des deux Impératrices & du Roi de France, de traiter séparément avec Sa Majesté Prussienne, & sans admettre les Ministres de Suède & de Saxe, étoit une raison si peu suffisante pour que l'Angleterre abandonnât l'idée de toute négociation séparée avec la France, qu'au contraire ce devoit être le motif le plus puissant, pour

que cette négociation fût continuée. Si le traité séparé eût eu lieu, il n'y avoit pas de doute que les conférences générales ne dussent avoir une heureuse issue. Les pertes des François étoient alors si prodigieuses, ils étoient si absolument destitués de toutes les ressources nécessaires pour la continuation de la guerre, que si nous eussions fait les plus petites avances pour un traité séparé (ce qui assurément étoit bien conforme aux intérêts de la Grande-Bretagne, puisqu'elle n'étoit partie principale contre aucune autre Puissance que la France) les autres Etats en guerre auroient été obligés d'adhérer à des conditions équitables, qui en terminant heureusement la guerre, auroient épargné à notre nation plusieurs
sieurs

siens millions sterling, outre la vie d'une infinité de gens, tout cela prodigué sur le Continent, comme nous l'avons fait depuis sans aucun objet d'utilité.

Mais, Milord, quoiqu'un traité séparé avec la France fût alors un expédient tout naturel, & le seul d'un succès probable pour donner la paix à la Grande-Bretagne & à l'Europe, nous étions pour notre malheur si enchevêtrés dans les affaires de la Prusse, que nous ne pouvions plus agir comme Puissance indépendante. En effet, pendant que l'on discutoit cette négociation, on conclut le 9 Novembre 1759 avec le Roi de Prusse, un nouveau traité dont le quatrième article porte, après le renouvellement de notre subside de

six cens soixante - dix mille livres sterling par année , la stipulation suivante.

» Les hautes Parties contractantes
 » s'engagent encore , sçavoir , d'une
 » part, Sa Majesté Britannique, tant
 » comme Roi que comme Electeur ,
 » & de l'autre, Sa Majesté Prussienne,
 » à ne conclure aucun traité de paix,
 » de trêve ou de neutralité , ou
 » telle autre convention que ce puisse
 » être , avec les Puissances qui ont
 » pris part à la guerre présente , au-
 » trement que de concert & d'un
 » consentement mutuel , & en s'y
 » comprenant expressément l'un l'au-
 » tre. »

Quel autre objet pouvoit avoir le renouvellement de cet article , tandis que d'un autre côté on proposoit une négociation pour la paix

si ce n'étoit de continuer , peut-être même de perpétuer la guerre ? D'ailleurs nous savions que Sa Majesté Prussienne avoit écrit au feu Roi dans des termes assez peu respectueux , sans autre sujet pour cela qu'un simple soupçon de neutralité pour Hanovre. Nous ne pouvions douter qu'il ne fût valoit dans toute leur force , les termes du quatrième article de la convention , & que sur ses intérêts il ne se laisseroit jamais conduire , ni par nous , ni par le hasard. Ainsi , dans le fait , ce renouvellement de convention rendoit le Roi de Prusse l'arbitre de la guerre & de la paix , & à cet égard nous mettoit totalement dans sa dépendance. Je ne puis rendre plus sensible la situation subalterne où nous

étions réduits, qu'en supposant que le quatrième article en question eût été omis dans la convention, comme il est indubitable qu'il auroit dû l'être, eu égard au changement considérable occasionné dans les affaires par ce renouvellement de convention. Que seroit-il donc arrivé de cette omission? rien assurément, si ce n'est que la Grande-Bretagne auroit eu l'entière liberté d'envisager ses intérêts, & qu'elle auroit pu traiter avec plus d'avantages pour elle, & même pour le Roi de Prusse, que cela ne lui est possible à présent.

Il paroît au contraire, par la réponse du Roi de Prusse au Roi Stanislas beau-pere du Roi de France, sur l'offre que ce Prince lui fit de sa ville capitale de Nancy pour le lieu

du Congrès, » que nous n'avions
» pas osé faire la plus petite dé-
» marche sans sa permission. » Cette
réponse est datée de Frybourg, &
contient en substance, que les Cours
de Vienne & de Russie avoient
refusé d'adopter les mesures que le
Roi d'Angleterre & lui-même leur
avoient proposées. Remarquez bien,
Milord, qu'il n'y est pas dit que la
France eût fait le même refus.
» Mais, » continue Sa Majesté Prus-
sienne, » il est vraisemblable que ces
» Puissances entraîneront le Roi de
» France dans la continuation de
» la guerre dont elles seules espé-
» rent recueillir les avantages. »
A ce sujet, nous pouvons hardiment
présumer que la France sentoit aussi
bien que le Roi de Prusse quels
étoient ses intérêts; c'étoit ce qui

l'auroit engagée encore plus à traiter avec nous à des termes justes & équitables , qui outre l'effusion de sang , nous auroient épargné encore au moins dix millions sterling : car il est certain que c'est ce que nous ont coûté nos campagnes infructueuses en Allemagne en 1760 & 1761.

Mais, dans le fait , la double stipulation que j'ai citée n'a peut-être pas d'exemple dans l'Histoire. Sa Majesté Prussienne oblige la Grande - Bretagne ; & à quoi ? à ne pas faire la paix avec des Puissances qui ne sont point en guerre avec elle ; car je ne vois point de guerre qui subsiste entre la Grande-Bretagne & les Impératrices. Je dis donc que c'est une stipulation sans exemple , & qui ne peut se conci-

lier avec le sens commun , quoi-
qu'il soit bien certain que Sa Ma-
jesté Prussienne a rendu cet article
obligatoire pour nous. Mais qu'y
a-t-il eu de stipulé en faveur de la
Grande-Bretagne , pour balancer
un engagement de notre part aussi
incroyable ? Il a été dit que le Roi
de Prusse ne feroit point de paix
séparée , sans notre consentement ,
avec aucune des Puissances belli-
gérantes. Ah ! plût à Dieu , dans la
situation actuelle des choses , qu'il
fût en son pouvoir de traiter & de
faire sa paix sans nous ! Pourroit-il
arriver rien de plus heureux pour
la Grande-Bretagne ? Hanovre se-
roit bientôt affranchi de tout dan-
ger , & nous pourrions éviter tous
les malheurs de la guerre la plus
sanglante & la plus ruineuse dans

laquelle notre Nation, & les autres Peuples de l'Europe, se soient jamais vu engagés.

Ainsi, Milord, je crois avoir démontré avec la plus grande évidence, que la réciprocité du quatrième article de la convention du 9 Novembre 1759 a eu des conséquences terribles pour notre Patrie, & qu'il est tems, ou jamais, que la Grande-Bretagne termine cette guerre affreuse. Peut-être y a-t-il encore des raisons d'une toute autre nature que celles que j'ai rapportées, qui peuvent faire désirer une paix solide, honorable & avantageuse. Nous avons toujours eu depuis quelques années une armée belle, employée, sous les ordres d'un Prince étranger, à combattre pour une querelle étrangère. Quel fut

notre étonnement, & celui de toute l'Europe, après que le Maréchal de *Broglie* eut entré en campagne avec cent mille hommes, le Comte de *Saint-Germain* commandant une armée séparée sur le Rhin, lorsque six Régimens d'Infanterie Angloise furent envoyés en Allemagne sous la conduite du Général *Griffin* ! Ce renfort fut bientôt suivi de la Cavalerie-Légère d'*Elliot*. Enfin, à l'ouverture de la campagne de 1759, nous avions en Allemagne douze Regimens de Dragons, un Regiment de Cavalerie-Légère, douze Régimens d'Infanterie, & deux Régimens de Montagnards, & dans le cours de cette campagne, l'on ne comptoit pas moins de vingt-cinq mille hommes de Troupes Britanniques servant

sur les champs de la Germanie ; tandis que ceux d'Angleterre étoient en danger de rester en friche faute de culture : car , à mesure qu'il se faisoit des envois de Troupes pour l'Allemagne , les vuides étoient remplis par des corps de Milice , qui équivalent à tous égards aux Troupes réglées , étant assujettis à une discipline aussi sévère que les corps que nous appellons notre armée.

Depuis la vaine parade que les troupes de Henri VIII firent en France , il y a environ deux siècles , on n'avoit jamais vû sur le Continent un corps aussi nombreux de Troupes Britanniques. Mais, Milord, comment les a-t-on récompensées ? On les a pris au mot ; on les a placées au poste d'honneur ; & pourquoi ?

parce que c'étoit celui du danger. Y avoit-il une attaque périlleuse à faire ? falloit-il garnir un poste qui n'étoit pas tenable , ou faire une marche forcée ? par-tout on appelloit les Anglois. S'ils faisoient quelques remontrances respectueuses , on ne manquoit pas de leur répondre : « J'aurois craint de vous dé- » sobliger ; vous avez désiré le poste » d'honneur , on vous l'a cédé ; il » étoit dû à votre bravoure ». C'est ainsi que , sous le prétexte spécieux du poste d'honneur , se sont passées trois campagnes , dans lesquelles les Troupes Britanniques ont soutenu , presque seules , les plus grands efforts du courage d'un ennemi infiniment supérieur par le nombre. La bataille de Filinghausen en est une preuve bien éclatante : on a aban-

donné le Général Anglois à ses propres forces, en le laissant se maintenir de son mieux pendant douze heures, contre un corps d'ennemis plus considérable que celui qu'il commandoit, jusqu'à ce que ses braves alliés eussent le loisir, que cependant il semble qu'ils n'eurent point, de venir à son secours.

Si j'insiste sur tous ces points, Milord, ce n'est pas que j'accuse la guerre d'être malheureuse; mais c'est que j'estime que nous sommes très-malheureux d'avoir une guerre à soutenir sur le continent de l'Europe. Nos succès par-tout ailleurs, joints à la grandeur d'ame avec laquelle Georges III, ainsi que son auguste Ayeul, ont abandonné Hanoovre à toute la fureur de ses ennemis, plutôt que de conclure une

paix déshonorante pour la Grande-Bretagne , ont fait naître aux François l'idée de nous forcer à leur accorder tout ce qu'ils voudroient , en faisant parler , par la terreur de leur épée , les possessions de notre Prince en Allemagne. Si nous pouvons donc , sans manquer à notre honneur , & sans blesser nos intérêts , comme je crois que cela nous est très-facile , à moins que nos idées sur l'honneur ne soient aussi romanesques qu'elle sont extravagantes sur l'article de nos intérêts ; si nous réussissons , dis-je , à faire la paix actuellement avec la France , il n'y aura jamais de conjonctures où nous puissions nous trouver engagés dans une guerre sur le Continent. Ce n'est pas que je pense que la Grande-Bretagne ne doive plus s'intéresser aux

affaires des autres Puissances; ce seroit un excès aussi déraisonnable que celui d'y prendre un intérêt trop grand. mais, ce que je crois avoir bien établi, c'est qu'elle ne peut jamais se voir engagée dans des liaisons plus ruineuses que celles qui l'assujettissent à présent.

Je vais passer, Milord, à la troisième proposition que j'ai avancée, sçavoir que la retraite de M. *Pitt* ne peut nullement empêcher l'exécution de ce système pacifique. Nous avons reçu un ébranlement violent par la présente guerre, mais nous ne sommes pas renversés. Si nous avons assez de raison pour nous arrêter à la crise présente, il est encore possible de tout rétablir : la paix est naturellement le système favori d'un Ministre; quoique M.

Pitt soit cependant le second Ministre, depuis vingt ans, qui se soit élevé par la guerre ; mais , pour me servir de l'expression du Poëte : *C'est une élévation sacrilège , & mêlée avec trop d'horreur , pour qu'elle puisse faire envie.* On pratique aisément les vertus plus douces d'un Ministère pacifique, & elles sont plus généralement entendues. *M. Pitt* & ses amis ne peuvent, & sûrement ne voudroient pas nier , qu'une guerre sur le continent ne soit toujours fatale à notre Nation. Les possesseurs des terres en souffrent grièvement ; & si tous les rangs & tous les états montrent de la patience, c'est uniquement parce que les affaires ayant été conduites comme on le fait, cette guerre est devenue un mal inévitable, qui, pour être souve-

nu avec beaucoup de bravoure & de vigueur, n'en est pas moins le sujet de nos lamentations. Ainsi, Milord, je n'aurai pas besoin de beaucoup de raisons pour vous prouver la vérité de ma troisième proposition. Les Peuples d'Angleterre même, à présent, peuvent être comparés au fidele Ecuyer du Héros de la Manche; ils croient que leur Ministre est le Ministre le plus sage, le meilleur, le plus intègre qu'aucun Roi ou aucune Nation puisse jamais trouver. Quelquefois cependant, sa conduite leur paroît un peu extraordinaire, & ils voudroient qu'elle se rapprochât davantage des règles simples, dont ils ont l'idée dans leur gros bon sens.

Sa Majesté Catholique met sa main sur un pied respectable ;
rien

rien assurément ne doit moins surprendre de la part d'un Prince qui a les moyens de le faire. Ses propres intérêts , ceux de son fils & de son frere en Italie, les préparatifs des Turcs , que l'on disoit menacer l'Isle de Malte , qui en quelque sorte est le rempart de ses Royaumes , le justifient assez de prendre de telles précautions. Le Peuple d'Angleterre , simple dans ses jugemens , qui ne sont pas toujours fondés sur les plus surs informations , n'avoit cependant aucune appréhension que les armemens de ce Prince fussent destinés à donner de nouvelles forces à la France , contre la Grande-Bretagne ; sa raison l'assuroit que les Espagnols avoient tout à craindre d'une guerre avec l'Angleterre , & rien à en espérer ; que l'Angleterre

pouvoit soutenir la guerre contre ces deux Couronnes sans faire beaucoup plus d'efforts qu'elle n'en faisoit contre une seule ; enfin , la nouvelle d'une guerre avec l'Espagne lui paroissoit trop avantageuse pour qu'il pût y ajoûter foi , pourvû cependant que ce fussent les Espagnols qui fussent les agresseurs. D'un autre côté , personne ne s'avisoit de penser en Angleterre , qu'il nous fût permis de donner lieu , par quelque coup d'éclat , à une guerre pareille , & l'on croyoit que l'Espagne ne nous faisant aucun mal , ce seroit être plus injustes que des pirates que de vouloir lui en faire.

Mais il fut un tems , & ce tems étoit en 1718 , où la Grande-Bretagne , sans avoir déclaré la guerre en forme , détruisit toute la marine

d'Espagne ; & , à cause que cela s'est pratiqué ainsi en 1718 ; on veut que nous n'ayons pas de meilleur expédient aujourd'hui , que d'envoyer quelque jeune Seigneur plein d'un courage bouillant , avec le double caractère d'Ambassadeur & d'Amiral , ou de Chef-d'Escadre , pour demander aux Espagnols une réponse cathégorique sur la destination de leurs armemens , avec ordre , au défaut d'une explication satisfaisante , de tout abîmer , tout brûler , tout détruire. Il est vrai qu'en 1718 le Chevalier George *Byng* fit souffrir tous ces maux aux Espagnols ; mais quelle différence dans l'état des choses ! La Grande-Bretagne étoit alors garante des possessions de l'Empereur en Italie , & tandis que Sa Majesté

Impériale étoit occupée à une guerre très échauffée contre les Turcs, les Espagnols faisoient tous leurs efforts pour lui enlever l'Isle de Sardaigne. Notre Cour avoit employé sans effet toutes les voyes de douceur pour obtenir de celle de Madrid une suspension d'armes. On envoya un Amiral dans la Méditerranée pour empêcher qu'on n'y portât de nouvelles atteintes à la neutralité de l'Italie ; mais il lui étoit ordonné d'éviter, autant qu'il seroit possible, d'en venir à des hostilités. Chacun sait ce qui arriva : les Espagnols, suivant ce que nos historiens rapportent, non - seulement furent intraitables, mais devinrent même les agresseurs, & leur flotte fut détruite.

Les circonstances aujourd'hui sont

bien différentes ; Sa Majesté Catholique ne fait que de monter sur le trône ; elle donne sa principale application aux arts de la paix : elle s'efforce de cultiver & de protéger le commerce ; à l'exemple du Roi son prédécesseur , elle a maintenu sa neutralité dans la guerre présente d'une manière irréprochable (car je ne m'arrête point aux insinuations sans authenticité des nouvelles publiques) & si nous interrogeons l'intérêt de ses peuples , il nous répond que l'amitié de la Grande-Bretagne est le moyen le plus sûr qu'ils aient pour être heureux & tranquilles. Le Roi Catholique lui-même pénétré de cette vérité , mais instruit en même tems des effets que les bruits populaires peuvent produire chez nous , fait voir qu'il

est disposé à entretenir & à fortifier la bonne amitié qui nous unit les uns aux autres; & il ordonne à ses Ministres de donner à ce sujet les assurances les plus positives & les plus fortes à notre Ambassadeur. De quel œil serions-nous regardés dans toute l'Europe, quel nom nous donneroit-on, si de gayeté de cœur nous forçons un allié si respectable à rompre avec nous?

Je demande donc quelles suites fâcheuses pourroit avoir, par rapport à notre nation, la retraite de *M. Pitt*. Croit-on que la France, l'Impératrice-Reine, ou quelque autre des Puissances belligérantes, s'avise de prendre ombrage de cet événement? Il seroit ridicule de l'imaginer. Appréhenderoit-on que Sa Majesté Prussienne n'en témoignât

de l'humeur ? Il faudroit pour cela qu'il se méprît bien lourdement sur ses intérêts, & personne ne les entend mieux que lui ; car, humainement parlant, la paix seule peut rétablir ses affaires, lui assurer ses possessions & lui faire recouvrer ce qu'il a perdu. Sera-ce le peuple d'Angleterre qui en murmurerá ? Non certe, s'il est bien informé de ce qui s'est passé. La retraite de *M. Pitt* a été suivie des marques les plus éclatantes des bontés du Roi pour ce Ministre, & il les a acceptées avec respect & reconnaissance. Après cela, combien n'est-il pas naturel de se persuader que *M. Pitt* n'a donné sa démission que parce qu'il y avoit dans le Conseil une opposition trop forte au systéme qu'il vouloit suivre pour

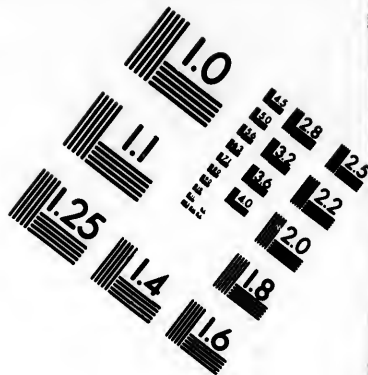
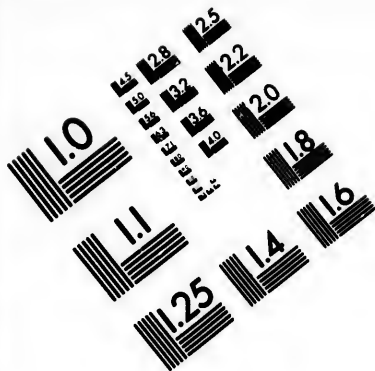
faire la paix. Car je suis persuadé, & l'on m'accordera que la guerre en elle-même est une manière de faire la paix. Or, le peuple Anglois n'est pas assez matériel pour croire à l'infailibilité de qui que ce soit, & il ne lui entrera jamais dans l'idée que Sa Majesté & son Conseil n'ayent pas toute la liberté possible de faire usage de leur raison & de leur bon sens. Permettez-moi d'ajouter que, malgré toutes les forfanteries de nos Ecrivains politiques & de nos Gazettes, le Peuple d'Angleterre en général est aussi las de la guerre qu'il soit possible, & qu'il seroit très-aise de jouir tranquillement des douceurs d'une paix, telle qu'il est encore en notre pouvoir de nous la procurer. Vous n'entendez point pousser des clameurs pour la con-

tinuation de la guerre , si ce n'est par ceux dont elle fait le profit , & que je comparerois aux habitans des côtes de Cornouailles & des Isles Shetland , qui ne subsistent que des débris de naufrages , dont la mer leur fait le funeste présent. En Angleterre , aujourd'hui , les honnêtes gens , je veux dire tous ceux qui payent leur part des taxes publiques , avec l'aide desquelles on continue la guerre , désirent ardemment le retour de la paix ; & jamais on n'a procuré à un Etat un bonheur permanent , lorsque ses intérêts n'ont point été consultés. Malgré cela , si les François pouvoient nous proposer une paix deshonorable ; je soutiendrai toujours qu'il vaudroit mieux se replonger dans tous les malheurs de la guerre que de l'accepter.

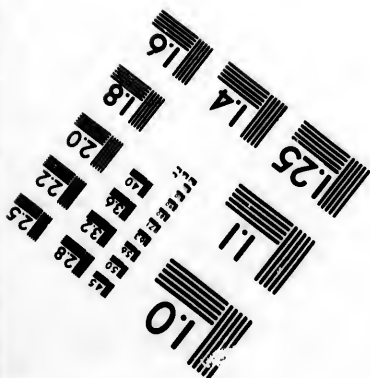
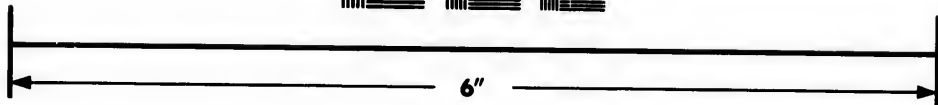
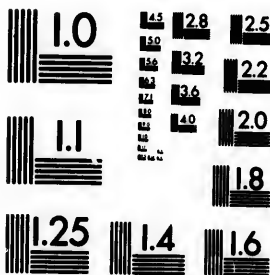
Mais *M. Pitt* & ses amis ont peut-être, Milord, des idées tout-à-fait différentes des nôtres sur la manière de continuer la guerre. Je suppose que les François, contre toute vérité & toute apparence, s'obstinent à vouloir nous faire accepter une paix injurieuse à notre gloire, alors il faut bien que la guerre continue; mais est-il nécessaire que cette guerre soit offensive? Devons-nous continuer à multiplier nos dépenses, peut-être même à les doubler, par l'appas trompeur d'entreprises & d'expéditions d'un succès très-douteux, & qui peuvent par une mauvaise issue attirer sur nous les plus grands malheurs? Devons-nous entretenir le complément de nos armées en Allemagne, où l'épée est à peine nécessaire pour

accélérer la destruction des Officiers & soldats Anglois , que la famine , la fatigue & les besoins de toute espèce y opèrent journellement ? Il y a encore une autre considération , peut-être plus importante que toutes celles que je vous ai fait voir. Il n'y a personne qui n'avoue que le pouvoir de la Grande - Bretagne est aujourd'hui à son plus haut période ; mais , Milord , est - il un autre moyen de rendre permanente la grandeur d'un Etat , que d'en user avec modération ? Un peuple qui s'abandonne à une ardeur folle pour les conquêtes , se rend l'objet de la jalousie de tous les autres , & c'est le malheur le plus terrible pour un Etat commerçant. Le commerce subsiste par la communication , & la commu-





**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic
Sciences
Corporation**

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

0
E 128
E 125
E 122
E 120
E 118

10
E 118
E 115

nication par l'amitié. Il y a un point de grandeur , que tout Gouvernement sage doit craindre de passer. Jusqu'ici nos conquêtes n'ont pas pu faire prendre ombrage aux autres Puissances de l'Europe , mais qui est - ce qui peut répondre de ce qui arriveroit si nous rejettions des termes d'accommodement que ces autres Puissances pourroient trouver justes & honorables ? Je fais aussi bien que qui que ce soit , que la marine Angloise peut tenir tête aux forces navales réunies de l'Europe ; mais je crois en même tems que notre commerce souffriroit prodigieusement d'une réunion pareille de toutes les Puissances ; & je ne crains point d'ajouter qu'aussitôt que nous donnerons un juste sujet de croire que nous aspirons à la Mo-

Marche universelle du commerce ,
cette réunion se formera. Con-
cluons donc, Milord, que dans les
glorieuses, mais critiques circons-
tances où nous sommes, la justice &
la modération opéreront beaucoup
plus pour l'honneur & pour les in-
térêts de notre patrie, que le génie
le plus impératif, & la politique la
plus fine & la plus étudiée. Si l'esprit
de sagesse & d'équité s'est retiré du
Conseil de notre Souverain en mê-
me tems que M. *Pitt*, nous som-
mes certainement bien à plaindre ;
mais s'il reste encore dans ce Con-
seil des gens dont les intentions
soient droites & pures, qui aient
de la candeur & de l'intégrité, &
un mérite point trop fier, je suis
persuadé, & je conclus que la re-
traite de M. *Pitt* ne sauroit nous
empêcher de faire la paix.

J'ai avancé dans ma quatrième proposition, Milord, que ce même Ministre & ses amis, dont le patriotisme & l'attachement désintéressé pour leur patrie ne peuvent être révoqués en doute, doivent & voudront, pour soutenir ce caractère, coopérer à cet ouvrage si utile, soit qu'ils soient en place ou hors de place, attendu qu'on ne sauroit les soupçonner de vouloir traverser les opérations de Sa Majesté, même en supposant que ces opérations n'aient point été prises par eux.

Cette proposition n'auroit besoin d'aucun éclaircissement, s'il ne s'agissoit que d'instruire ou de convaincre M. Pitt & les amis qu'il a dans le Parlement; mais je vais l'étendre & l'expliquer en faveur de ceux qui ne sont pas à portée de

l'instruction , & qui pourroient croire que M. *Pitt* a été traité avec rigueur ; opinion d'une dangereuse conséquence pour cette belle union de sentimens qui se fait admirer aujourd'hui dans le peuple Anglois : Dans ces tems malheureux où nous étions en proie à la rage des parties : lorsque le pauvre peuple Anglois étoit écrasé par le choc de ces deux masses énormes , qui sous le nom de *Whigs* & de *Toris* , se faisoient une guerre cruelle au sein de l'Etat : lorsque de part & d'autre il étoit étourdi par les clameurs & la déraison : lorsque dans les gens en place on ne considéroit que les personnes & nullement le mérite ; le premier venu , l'homme le moins instruit des affaires du Gouvernement , annonçoit , sans jamais

se tromper , le sort de toutes les ouvertures faites dans la Chambre des Communes , & il lui suffisoit pour cela de savoir le nom de l'Auteur de l'avis & le nombre des suffrages qui l'avoient fait recevoir ou rejeter. Lorsque la force magique des noms de *Whigs* & de *Toris* éprouva du ralentissement , on vit naître une autre distinction , plus plausible à la vérité , mais aussi frivole à tous égards que la première , je veux dire celle de la Cour & de la Nation. *M. Pitt* & ses amis se rangèrent sous les drapeaux de celle-ci , & ils la défendirent dans tant de combats de propos , qu'à la fin on se lassa de les entendre , & qu'on eut assez d'ingratitude pour leur tourner le dos. Effectivement , lorsque *M. Pitt* & ses amis prirent les rênes du Gouvernement

vernement, je veux dire lorsqu'ils commencèrent à exercer par eux-mêmes l'autorité, toutes ces distinctions étoient oubliées, & le parti de la Cour étoit confondu avec celui de la Nation.

Tout cela est si récent, & les faits sont si connus, qu'il seroit superflu de vous rappeler tout ce qui en a résulté. Mais comme il y a beaucoup de gens dans la Nation pour qui ces détails seront nouveaux, ou qui peut-être les ont oubliés, je vais en toucher légèrement quelques-uns pour l'honneur de certains membres du Ministère, qui jusqu'alors avoient été généralement connus sous le nom de parti de la Cour. *M. Pitt* & ses amis peuvent se souvenir des clameurs qu'ils firent pousser au peuple sur le mauvais

succès de nos armes dans la Méditerranée, & des grands avantages qu'ils comptoient retirer de leurs recherches dans les causes de la perte de Minorque. On fit espérer au public que l'on découvreroit par cette recherche des manœuvres de séduction, une pusillanimité & des fautes qui couvrieroient d'opprobre & de confusion l'ancien Ministère, ou ce qu'ils appelloient le parti de la Cour, & le mettroient hors d'état de regagner jamais la plus mince considération auprès de Sa Majesté, ou dans l'esprit de ses Sujets. Ces Ministres, sûrs de leur innocence (on leur doit la justice de le dire) osèrent défier leurs ennemis. Ils firent punir celui qui étoit seul coupable, malgré tout ce que M. Pitt & son parti purent faire pour détourner

ce coup de dessus sa tête , ou au moins pour éloigner sa fin malheureuse ; enfin , ils subirent l'épreuve sévère de la recherche qui fut faite dans leur conduite , & leur innocence n'en fut que plus constatée. Cependant , quoiqu'avec une conduite si fort au-dessus de tout reproche , les clameurs populaires excitées contre eux avec autant de méchanceté que d'artifice , devinrent si furieuses & si importunes , qu'ils ne crurent plus qu'il leur fût possible d'être aussi utiles au Roi qu'ils l'auroient souhaité dans leurs différens postes , & ils furent les premiers à supplier Sa Majesté d'y appeler ceux qui *alors* étoient plus agréables au peuple. Ces démissions s'effectuèrent , mais je ne me rappelle point qu'elles ayent été sui-

vies de graces & de pensions quoi qu'un de ceux qui se retiroient fût le plus ancien des serviteurs du Roi dans le Conseil , & que lui & toute sa famille eussent servi Sa Majesté avec tant de générosité & de désintéressement , qu'il étoit naturel de supposer qu'une pension étoit une douceur à laquelle il avoit un droit bien légitime dans sa retraite.

Le mérite de ces démissions étoit d'autant plus grand , que ceux qui se retiroient étoient bien les maîtres de rester en place s'ils l'eussent voulu. Mais ce mérite n'est point comparable à celui de ne s'être jamais opposé aux avis & aux opérations de M. *Pitt* , quoiqu'il leur eût été possible de le faire avec le plus grand succès. Leur zèle pour

le service public triompha de leur ressentiment personnel , & ils le sacrifièrent à une harmonie qu'ils savoyent devoir être dans le commencement d'une guerre l'appui principal de la gloire du Souverain & du crédit de la nation. S'ils ont différé de sentimens d'avec *M. Pitt* , dans le Conseil ou dans le Cabinet , on n'en a rien apperçu dans le Parlement , il n'en a transpiré rien dans le public , & il a été difficile de dire lequel des deux Ministères , savoir de l'ancien ou du nouveau , se portoit avec le plus de zèle & d'ardeur à faire réussir les entreprises du Gouvernement. Une conduite si modérée , si exempte de tout soupçon de ressentiment , si supérieure à toute autre vûe que celle de servir le public , est peut-

être le plus grand , pour ne pas dire le premier exemple de vrai patriotisme qui ait été donné en Angleterre. C'est aussi sur cette belle conduite que s'est élevée l'union admirable dont Sa Majesté a tiré une si juste gloire dans la première harangue qu'Elle a faite à son Parlement.

Pouvons-nous donc supposer qu'un parti (car je ne veux point me servir du mot odieux de faction) élevé à l'autorité sur des principes constitutionnels , établis sur les maximes de l'union publique , puisse refuser de suivre le glorieux exemple qui lui a été donné par ceux qu'il ne pouvoit point compter au nombre de ses amis ? Si le Roi & son Conseil jugeoient à propos de conclure une paix qui leur paroît

troit tout à la fois solide , honorable & avantageuse , faudroit-il craindre que ce parti ne voulût troubler les heureux commencemens du règne de Sa Majesté , & les obscurcir des nuages du mécontentement, des murmures & de l'opposition. Est-ce qu'ils voudroient, en traversant dans le Parlement ce qui auroit été arrêté dans le Conseil , faire revivre le reproche que notre nation s'étoit attirée autrefois de ne se plaire que dans la discorde , & dont Sa Majesté nous a dit qu'elle regardoit l'oubli comme sa plus grande gloire ? Ce seroit , Milord , vouloir rendre à l'esprit de parti ses qualités les plus pestilentielles. Telles étoient les menées des *Whigs* & des *Tories* , & ces guerres cruelles qu'ils se li-

vroient, lorsqu'un parti avoit triomphé de l'autre. Sous le prétexte plausible de l'intérêt public, prétexte à la fin reconnu détestable, ils faisoient mépriser le Gouvernement en s'opposant dans la Chambre des Communes aux mesures les mieux concertées du cabinet. C'est ainsi que tour-à-tour chaque parti augmentoit l'embarras & les malheurs de sa Nation.

Je suppose que Sa Majesté & son Ministère entreprennent de terminer cette scène de sang, & qu'il soit résolu dans le Conseil de retirer nos troupes de la bouche de l'Allemagne : pouvons-nous résister qu'il y ait des gens assez cruels pour s'élever contre cette résolution, & pour dire : « Nous voulons qu'il y ait encore du carnage : la

» Grande - Bretagne n'est pas assez
» épuisée, il lui faut une effusion
» de sang encore plus abondante «.
Supposons encore qu'on prenne le
parti de s'en tenir à une guerre
défensive, & de mettre la France
dans la nécessité ou de nous ac-
corder des termes raisonnables, ou
de s'épuiser en efforts ruineux de
toutes les manières dans l'Améri-
que Septentrionale, comme nous
l'avons fait depuis le commence-
ment de la guerre. Si l'on s'en
tenoit à cet avis, croyons-nous
que le nouveau parti soit assez
frénétique pour dire dans le Par-
lement : » Vous êtes trop riches, vos
» manufactures sont trop florissantes,
» il vous faut tout ou rien : ne cessez
» point votre guerre offensive, tant
» qu'il restera à la France un pouce

» de terrein dans l'Amérique Septen-
 » trionale, ou dans l'Inde; défiez au-
 » dacieusement toutes les Puissances
 » de l'Europe amies ou ennemies? «
 Enfin, si S. M. croyoit devoir dé-
 tourner de dessus Hanovre le danger
 qui le menace, & indemniser S. M.
 Prussienne pour le secours qu'on lui
 retireroit en rappelant les troupes
 Angloises qui sont en Allemagne;
 d'où pourroit provenir une op-
 position à une demarche aussi fa-
 lutaire, si ce n'est de la noirceur
 d'ame la plus caractérisée, &
 d'une haine qui sent son impuif-
 fance?

Ainsi, Milord, pour faire voir
 que nous sommes attachés aux ré-
 gles du bon sens, concluons ici;
 que M. *Pitt* & ses amis ne voudront
 jamais perdre leur nom respectable

de Patriotes , par des efforts criminels pour renouveler ou pour perpétuer les malheurs de leur pays ? Si jamais l'union de sentimens fut nécessaire à une nation ; elle l'est pour nous dans nos circonstances actuelles , & celui qui le premier osera tenter de rompre cette harmonie dans le Parlement , doit être regardé comme l'ennemi public de ses Compatriotes. La Grande-Bretagne ne peut rien craindre que de la désunion de ses conseils ; & si nos intérêts nous sont toujours présens , & que nous fassions usage de la plus petite partie de notre raison , jamais une pareille désunion ne peut arriver. On ne peut point conclure , de la retraite de M. *Pitt* , qu'il ait perdu son crédit ou son influence dans les conseils de Sa Majesté. Un

Ministre aussi bien intentionné qu'il passe pour l'être , dans l'opinion de tout le peuple , ne s'autorisera point de ce qu'il est hors de place pour retirer au Gouvernement , les secours qu'il auroit pû lui donner s'il y eût été continué. Si son avis n'est pas toujours préféré , il a un assez heureux naturel pour croire que la moindre atteinte à la bonne harmonie , est un mal cent fois plus terrible dans ses conséquences , qu'une résignation forcée de sa part aux sentimens des autres. Enfin soyons persuadés qu'aucun motif de haine , dans lui ou dans ses amis , n'influera jamais sur leur conduite par rapport aux affaires publiques. Les marques généreuses de satisfaction que Sa Majesté lui a accordées pour tout ce qu'il a fait , exigent de lui

une continuation de services. Quand Sa Majesté ne lui auroit pas accordé de récompense , un Patriote doit toujours être prêt à servir son Maître & son pays , soit qu'il soit Ministre ou simple particulier.

C'est ainsi, Milord, que j'ai essayé de détruire d'avance toutes les appréhensions que l'on peut faire naître dans l'esprit des peuples , dans le moment critique où nous sommes. Le changement que cette retraite importante doit produire , ne peut être suivi d'aucune autre mauvaise conséquence, que de la fermentation qu'elle peut occasionner dans les esprits simples & droits, sur lesquels les ennemis de l'état feroient agir une pernicieuse influence ; j'ai cherché dans cet écrit dicté par les sentimens les plus patriotiques à parer

un inconvénient si terrible. Lorsque le Peuple d'Angleterre revient de sa surprise ou de sa consternation , il est le peuple le plus raisonnable de tout l'Univers.

Je conviens cependant , Milord , que j'ai encore un autre objet dans cet écrit , c'est de seconder le vœu du public pour la paix , & de faire connoître combien il seroit dangereux d'insister sur des conditions de paix aussi chimériques qu'inadmissibles. Enfin j'ai voulu faire savoir à la Nation , que la retraite d'un seul Ministre , quelque idée que l'on ait de ses talens , de son rang & de sa popularité , ne peut ou au moins ne doit jamais dans des conjonctures aussi favorables que celles de l'union de sentimens qui regne parmi nous , troubler les conseils

[111]

& embarrasser les opérations d'un Prince aimé de son Peuple , ou d'un Peuple qui a la confiance de son Prince.

J'ai l'honneur d'être , &c.

